

## ARRETE DE POLICE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire du SEQUESTRE - Tarn ;

VU le code de la route,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la voirie routière,

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU la demande en date du 19 juillet 2022 de l'entreprise SOTRANASA représentée par Monsieur VIDAL Jérôme pour des travaux concernant le déploiement de la fibre optique Orange (deux chambres Télécom ouvertes afin de passer les câbles de Fibre Optique dans les conduites souterraines existantes et procéder au raccordement d'un boîtier de branchement).

### ARRETE

**Article 1 :** La circulation pourra s'effectuer en chaussée rétrécie entre le 9 et le 12 août 2022 sur la voie suivante :

- RUE DE LA GARDIE (au-dessus des terrains de pétanque, au début de la côte du chemin de La Gardie)

**Article 2 :** En cas de besoin, la circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternance sera alors réglée manuellement ou par des faux tricolores de part et d'autre de la zone chantier.

**Article 3 :** Les restrictions suivantes seront instituées au droit du chantier.

- Vitesse limitée à 30 Km/h.
- Défense de stationner.
- Interdiction de dépasser.

**Article 4 :** L'entreprise engagée dans ces travaux devra maintenir en permanence la propreté, l'état et la viabilité de la chaussée de la voie ouverte à la circulation durant les heures de chantier et lors du repliement du chantier.

La signalisation et la pré-signalisation de chantier seront mises en place, entretenues et déposées, sous contrôle des services de l'entreprise.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 5 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Le Maire, l'entreprise ou la personne chargée des travaux, et le bénéficiaire, destinataire d'un exemplaire du présent arrêté sont chargés, chacun en ce qui le concerne de son application.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à la Gendarmerie d'Albi et aux services de secours.

Fait au SEQUESTRE, le 25 Juillet 2022

